

Cote du document: EB 2019/LOT/G.5  
Date: 8 novembre 2019  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

Proposition de don au titre du guichet  
mondial/régional à

l'Organisation des Nations Unies pour  
l'alimentation et l'agriculture

Accroissement de la productivité de l'eau  
pour une production agricole durable  
à dimension nutritionnelle et une sécurité  
alimentaire améliorée

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Audrey Nepveu de Villemarceau  
Spécialiste technique au niveau mondial,  
Infrastructures hydrauliques et rurales  
Division production durable, marchés et institutions  
téléphone: +39 06 5459 2127  
courriel: a.nepveu@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 15.

### I. Généralités et conformité avec la Politique du FI DA en matière de dons

1. L'agriculture est de loin le secteur le plus gourmand en eau, s'adjugeant quelque 70% des prélèvements d'eau douce à l'échelle mondiale. Compte tenu de la pénurie croissante d'eau, amplifiée par la compétition intersectorielle de plus en plus âpre et les changements climatiques, le stress hydrique est en passe de devenir rapidement le principal frein à la production agricole, avec des conséquences néfastes pour les moyens d'existence des petits producteurs ruraux et la sécurité alimentaire à diverses échelles. Or, les prélèvements d'eau douce à des fins agricoles devraient augmenter d'un pourcentage estimé à 14% afin de satisfaire la demande alimentaire en hausse alors même que la compétition avec les autres secteurs est de plus en plus acharnée.
2. Les objectifs de développement durable (ODD) ont placé parmi les priorités la gestion de l'eau et la production agricole à dimension nutritionnelle durables, associées à une utilisation efficace et ponctuelle de l'eau et des autres intrants (irrigation, engrais et semences améliorées). Compte tenu de la vaste portée des ODD et en vue d'atteindre les cibles relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, il devient urgent d'harmoniser les différentes aspirations des ODD, notamment l'utilisation rationnelle de l'eau (cible 4 de l'ODD 6) et l'amélioration de la productivité agricole et des revenus des petits exploitants et l'élimination de la faim et de toutes les formes de malnutrition (ODD 2). La réalisation de l'ODD 2 exigera le déploiement d'efforts concertés pour traiter la question de l'efficacité et de la productivité de l'utilisation de l'eau dans une optique nutritionnelle.
3. Le programme vise à améliorer la notion de productivité nutritionnelle de l'eau mise au point par Renault et Wallender (2000), pour intégrer les aspects de la teneur en éléments nutritifs des cultures, la diversité des régimes alimentaires et les débouchés économiques offerts aux exploitants agricoles, c'est-à-dire pour dépasser l'approche traditionnelle "Produire davantage avec chaque goutte d'eau" et adopter l'approche plus intégrée "Obtenir davantage d'éléments nutritifs et offrir de meilleures perspectives économiques avec chaque goutte d'eau". Le programme porte aussi sur l'utilisation des résultats comme des informations de nature à éclairer les politiques des pays s'agissant de la façon dont des ressources en eau limitées peuvent être employées d'une manière plus productive afin d'assurer une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle<sup>1</sup>, et d'offrir aux agriculteurs qui produisent et commercialisent ces cultures davantage de débouchés économiques. L'ouverture de nouveaux débouchés est indispensable si l'on veut inciter les petits exploitants agricoles à passer à la production de ce type d'aliments ou à l'intensifier (diversification des régimes alimentaires).
4. Le don sera ancré dans les résultats des travaux menés actuellement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) concernant l'agriculture à dimension nutritionnelle et visera à compléter la méthode en vigueur de détermination de la teneur des sols en éléments nutritifs par une méthode équivalente pour l'eau. Les résultats obtenus seront utilisés pour étayer la concertation sur les politiques menée aux niveaux national et mondial.

<sup>1</sup> Grâce à la diversification des cultures et à l'amélioration de leur qualité, du point de vue de la production de cultures à haute densité nutritionnelle (cultures "intelligentes").

5. Le programme est parfaitement cohérent avec la vision et le Cadre stratégique 2016-2025 du FIDA et il contribuera à la réalisation des buts, objectifs et effets directs institutionnels. Plus spécifiquement, le programme contribuera à la réalisation des objectifs stratégiques 1 (Renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres) et 3 (Renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience face aux changements climatiques des activités économiques des populations rurales pauvres) du FIDA. Il contribuera également à l'obtention des effets directs du FIDA, en particulier l'accroissement de l'investissement dans le secteur rural. La mise en œuvre des activités du programme et les savoirs qui en seront dégagés seront utilisés pour éclairer la conception et l'exécution des futurs programmes et projets d'investissement (financés par le FIDA et d'autres) adoptant une perspective nutritionnelle, et ainsi concourir à la mise en œuvre du Plan d'action du FIDA pour la nutrition.
6. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons (2015)<sup>2</sup> visant à i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle dans une optique de renforcement de l'impact et ii) produire et échanger des savoirs au profit de l'impact sur le développement. Accordant une large place à la génération de savoirs et à leur diffusion, le programme aidera le FIDA à atteindre l'un de ses objectifs institutionnels, à savoir, favoriser un échange de connaissances et une promotion efficaces concernant les pratiques de production agricole tenant compte des enjeux nutritionnels durable au profit des ruraux pauvres, en particulier dans les régions arides et semi-arides. Les savoirs générés par les activités du programme concernant ce type de production agricole et les enseignements diffusés éclaireront les politiques, programmes et projets des gouvernements, des acteurs du développement (y compris le FIDA) et des autres parties prenantes au profit, en dernier ressort, des exploitants agricoles les plus pauvres et les plus vulnérables. La FAO a été directement sélectionnée après que le FIDA a conduit une évaluation recensant les points forts et les points faibles d'autres institutions opérant dans les domaines de la gestion de l'eau et de la nutrition et en a conclu que la FAO était la mieux placée pour prendre en charge les activités proposées.

## II. Le programme proposé

7. Le but global du programme est de renforcer la capacité des petits exploitants agricoles à adopter des pratiques durables de gestion de l'eau et de production agricole tenant compte des enjeux nutritionnels, qui contribueront ensuite à améliorer leur productivité (rendements), leurs revenus et les effets directs relatifs à la nutrition. Les objectifs sont les suivants: i) élargir la méthode de la productivité nutritionnelle de l'eau en vue d'une approche plus intégrée consistant à obtenir davantage d'éléments nutritifs et à offrir de meilleures perspectives économiques avec chaque goutte d'eau; ii) appliquer la nouvelle méthode (productivité à dimension nutritionnelle de l'eau agricole) à titre pilote dans cinq pays, générer des savoirs et des enseignements sur l'aide à apporter aux agriculteurs pour qu'ils modifient leurs modèles culturels, et diffuser ces résultats en Égypte également; iii) renforcer les capacités aux niveaux local et national pour faciliter l'adoption des nouvelles pratiques agricoles par les exploitants; iv) promouvoir la coordination intersectorielle aux niveaux national et mondial en matière de gestion de l'eau à l'appui de la production agricole tenant compte des enjeux nutritionnels, grâce à l'élaboration de directives mondiales sur la productivité nutritionnelle de l'eau; v) catalyser l'établissement de partenariats qui permettront de s'attaquer aux difficultés rencontrées par les petits exploitants agricoles s'agissant d'accéder durablement à des marchés lucratifs.

---

<sup>2</sup> Voir EB 2015/114/R.2/Rev.1.

8. Le groupe cible direct se composera de 600 à 1 000 petits exploitants agricoles, en leur double qualité de bénéficiaires et de ressources essentielles pour la mise au point des méthodes. En outre, 200 à 300 agents de vulgarisation, superviseurs de terrain et hauts responsables ainsi qu'un certain nombre de membres du personnel technique du projet bénéficieront également d'activités de renforcement des capacités concernant l'emploi du cadre méthodologique du programme. Les femmes seront les cibles principales des interventions axées sur la nutrition, en particulier les évaluations du régime alimentaire. Le nombre de bénéficiaires indirects de la méthode élargie de la productivité nutritionnelle de l'eau est estimé à quelque 10 000 agriculteurs.
9. Le programme sera mis en œuvre sur une durée de trois ans dans six pays: Bénin, Égypte, Jordanie, Mozambique, Niger et Rwanda. Il comprendra les composantes suivantes: Composante 1 – Expansion de l'approche méthodologique de la productivité nutritionnelle de l'eau afin de déterminer les modifications à apporter au choix des cultures et aux pratiques de gestion de l'eau et de production agricole pour parvenir à une productivité agricole de l'eau qui tienne mieux compte des enjeux nutritionnels; Composante 2 – Application de la nouvelle méthode de la productivité nutritionnelle de l'eau pour renforcer les capacités d'amélioration de la productivité de l'eau, des rendements, de la nutrition et des effets directs économiques; Composante 3 – Contribution au renforcement de la coordination en matière de gestion de l'eau utilisée à des fins agricoles dans le contexte d'une intensification durable, grâce à l'apprentissage et au partage des savoirs qui ont été générés.

### III. Effets/produits escomptés

10. Les effets directs escomptés du programme sont les suivants: i) mise au point d'outils et élaboration de directives, pour faciliter la diffusion, l'adoption et l'application de l'approche méthodologique de la productivité nutritionnelle de l'eau; ii) capacités d'application de l'approche de la productivité nutritionnelle de l'eau renforcées aux niveaux local et national; iii) changement du comportement des petits exploitants agricoles avec l'adoption des principes de la productivité à dimension nutritionnelle de l'eau agricole qui peut aboutir à l'adoption de variétés culturales riches en éléments nutritifs ou à haute valeur nutritive (cultures "intelligentes") dans des conditions agroécologiques spécifiques; iv) meilleure coordination au niveau des politiques, des programmes et des projets entre les différentes notions d'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture, dans le domaine de la nutrition et dans les secteurs économiques concernés.

### IV. Modalités d'exécution

11. La Division des terres et des eaux de la FAO (CBL) assurera la gestion globale du programme et la mise en œuvre des activités décrites ci-dessus, avec un appui technique de la part d'autres divisions de l'Organisation, à savoir celle de la nutrition et des systèmes alimentaires (ESN), celle de la production végétale et de la protection des plantes (AGP) et celle de l'économie du développement agricole (ESA). De plus, dans chacun des pays pilotes, les activités décrites dans le présent document seront mises en œuvre en collaboration avec des partenaires d'exécution locaux et mondiaux, c'est-à-dire les instituts de recherche locaux, des organisations paysannes et d'autres partenaires compétents travaillant dans les domaines de l'eau et de l'agriculture à dimension nutritionnelle. Les partenaires d'exécution locaux seront sélectionnés à l'issue d'un processus de détermination et de consultation des parties prenantes mené au début du programme avec l'appui des bureaux de pays du FIDA et de la FAO. Le programme travaillera également en collaboration avec le Programme alimentaire mondial au niveau du pays pour offrir aux agriculteurs participants des débouchés économiques liés au programme d'alimentation scolaire et à l'initiative Achats au service du progrès. Enfin, le programme établira un partenariat avec le Stockholm International Water Institute

et le groupe de travail sur l'eau et la nutrition du Cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture accueilli par la FAO.

12. Le programme proposé constituant un domaine d'étude nouveau et novateur tant pour le FIDA que pour la FAO, il disposera d'un secrétariat composé d'un coordonnateur général (le directeur adjoint de CBL), qui proposera des orientations stratégiques pour le programme, et d'un directeur de programme à plein temps, qui gèrera les activités du programme sous la supervision directe du directeur adjoint de CBL. La principale responsabilité du directeur de programme sera de veiller à ce que les produits soient obtenus en temps voulu et satisfassent à des normes de qualité exigeantes et d'assurer la liaison avec le responsable du don et les directeurs de pays ou les chargés de programme de pays du FIDA dans les pays pilotes.
13. La FAO administrera le don en conformité avec ses règlements, règles et directives. En particulier, elle présentera des rapports financiers (un état des dépenses) au FIDA chaque semestre et un état des dépenses final à la date de clôture du don. Le don sera soumis aux procédures d'audit interne et externe prévues dans le règlement financier et les règles et directives de gestion financière de la FAO.

## V. Coût et financement indicatifs du programme

14. Le coût total du programme est estimé à 2,4 millions d'USD. Le montant demandé au FIDA pour financer la mise en œuvre du programme, la diffusion des enseignements tirés de l'expérience et la concertation sur les politiques s'élève à 2 millions d'USD. FAO-CBL fournira une contribution en nature (temps de personnel) liée au déploiement de spécialistes techniques, équivalente à 400 000 USD. Les synergies seront renforcées avec le portefeuille du FIDA dans les pays et avec les projets de la FAO tels que i) le Projet de gestion durable des sols à l'appui d'une agriculture à dimension nutritionnelle en Afrique subsaharienne et en Amérique centrale, ii) le portail en libre accès sur la productivité de l'eau et iii) le groupe de travail sur l'eau et la nutrition du Cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture accueilli par la FAO. D'autres contributions en nature sont attendues des trois unités techniques (AGP, ESA, ESN) et des bureaux de pays de la FAO, notamment 10 à 15% de leur temps, mais ne sont pas prises en compte dans le présent budget. Approximativement 80% du budget destiné aux ateliers seront affectés à des activités menées dans les pays avec l'appui d'institutions locales pour favoriser la diffusion des enseignements tirés de l'expérience, à des fins de reproduction potentielle à plus grande échelle, de transposition ou de visibilité globale, tandis que les 20% restants seront alloués à des institutions mondiales ou régionales.

Tableau 1

### Coût par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

| <i>Composantes</i>   | <i>FIDA</i>  | <i>FAO</i> | <i>Total</i> |
|--|--------------|------------|--------------|
| 1. Développement (expansion) de l'approche méthodologique de la productivité nutritionnelle de l'eau pour parvenir à une productivité à dimension nutritionnelle de l'eau agricole | 523          | 104        | 627          |
| 2. Déploiement/application de la méthode de la productivité nutritionnelle de l'eau à des fins de renforcement des capacités   | 971          | 218        | 1 189        |
| 3. Apprentissage et partage des savoirs générés  | 375          | 78         | 453          |
| <b>Total des coûts directs</b>   | <b>1 869</b> | <b>400</b> |              |
| 4. Frais généraux (7%)   | 131          | -          | 131          |
| <b>Total</b>   | <b>2 000</b> | <b>400</b> | <b>2 400</b> |

Tableau 2  
**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en USD)

| <i>Catégorie de dépenses</i>                                 | <i>FIDA</i>      | <i>FAO</i>     | <i>Total</i>     |
|--|------------------|----------------|------------------|
| 1. Salaires des membres du cadre organique                   | 519 665          | 320 000        | 639 669          |
| 2. Salaires des agents des services généraux                 | 59 625           | 50 000         | 109 625          |
| 3. Consultants   | 245 177          | 30 000         | 275 177          |
| 4. Contrats  | 624 800          |                | 624 800          |
| 5. Personnel recruté localement                              | 5 000            | -              | 5 000            |
| 6. Voyages   | 168 352          | -              | 168 352          |
| 7. Formation   | 39 922           | -              | 39 922           |
| 8. Achat de matériel non durable                             | 4 632            | -              | 4 632            |
| 9. Achat de matériel durable                                 | 4 088            | -              | 4 088            |
| 10. Services d'appui technique                               | 72 595           | -              | 72 595           |
| 11. Dépenses de fonctionnement                               | 62 495           | -              | 62 495           |
| 12. Coûts d'appui directs - autres services d'appui centraux | 62 808           | -              | 62 808           |
| <b>Sous-total</b>  | <b>1 869 159</b> | <b>400 000</b> | <b>2 269 159</b> |
| Coûts d'appui indirects (7%)                                 | 130 841          |                | 130 841          |
| <b>Total</b>   | <b>2 000 000</b> | <b>400 000</b> | <b>2 400 000</b> |

## VI. Recommandation

15. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme relatif à l'accroissement de la productivité de l'eau pour une production agricole durable à dimension nutritionnelle et une sécurité alimentaire améliorée, accordera un don de deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour une période de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Houngbo

# Results-based logical framework

## Annex 1: Results-based Logical Framework

|                   | Objectives-hierarchy  | Objectively verifiable indicators   | Means of verification   | Assumptions  |
|-------------------|---|---|---|--|
| <b>Goal</b>       | Increase smallholder farmers productivity (yields), incomes and nutritional outcomes.   | Number of smallholder farmers who have increased their productivity, income and nutritional outcomes due to the adoption of the project methodological framework/tool (target being between 600 to 1,000 farmers)   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project M&amp;E</li> <li>• Project progress reports</li> <li>• IFAD/FAO supervision mission reports</li> </ul>                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Political stability and no major natural disasters (droughts/floods).</li> <li>• Smallholder farmer's willingness to adopt sustainable water management and nutrition-sensitive agriculture practices.</li> </ul>   |
| <b>Objectives</b> | Expand the NWP methodological approach to a more integrated approach of "more nutrients and better economic prospects per drop". Including piloting the NWP methodology to strengthen capacities of project beneficiaries and promote inter-sectorial coordination on water for agricultural production and nutrition.  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• At least 50 per cent (out of 1,200 farmers) of smallholder farmers participating in the project have adopted the NsWP methodology.</li> <li>• At least 30 per cent (out of 1,200 farmers) of project beneficiaries have introduced new variates and/or modify their production patterns towards the production of "smart crops".</li> </ul>                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project M&amp;E</li> <li>• Project progress reports</li> <li>• Interview and focus groups</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Smallholder farmer's willingness to participate in the project.</li> <li>• No major economic/political instability and natural disasters (droughts and heavy rains) that can affect the implementation of the project.</li> </ul>   |
| <b>Outcomes</b>   | Generation of tools and guidelines to facilitate the dissemination, adoption and implementation of the NsWP methodological approach; that will contribute to (i) smallholder farmers behavioural change with the adoption of NWP principles; and (ii) increased coordination at policy, programme and project levels across water-use efficiency and nutrition. | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of stakeholders (e.g., farmers, IFAD and FAO projects) who have adopted the NsWP methodology.</li> <li>• Number of project beneficiaries who have changed their production patterns towards more nutritious and drought resilient crops.</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project M&amp;E</li> <li>• Project progress reports</li> <li>• Supervision mission reports</li> <li>• Surveys and secondary data sources.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Provided consultants (technical experts) with the capacity to carry out the assignments are available in the pilot countries.</li> <li>• Availability of qualified in-country implementation partners to support the implementation of the project.</li> <li>• Existence of adequate political and institutional environment</li> </ul> |
| <b>Outputs</b>    | A set of guidelines, training material, M&E framework, country case studies (project reports, policy briefs and factsheets) and the project methodological framework (NsWP) that will contribute to strengthen capacities on sustainable water management and nutrition-sensitive agriculture production in the target areas.                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• NsWP methodological framework document is available and operational.</li> <li>• Training material/modules and guidelines for selection of crop variates are available.</li> <li>• Project M&amp;E framework and project database are available.</li> <li>• Number of smallholder farmers participating in the project who have adopted the NsWP and health diets.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project M&amp;E</li> <li>• Project website and project progress reports</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Interest of local authorities to facilitate the implementation of the initiative (conducive institutional/business environment).</li> <li>• Existence of local capacity to adopt, adapt and implement the new methodology in the pilot countries.</li> </ul>  |

|                                 | <b>Objectives-hierarchy</b>   | <b>Objectively verifiable indicators</b>  | <b>Means of verification</b>  | <b>Assumptions</b>  |
|---------------------------------|---|---|---|---|
| <b>Activities – Component 1</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inception missions to the five pilot countries to officially introduce the project through the organization of stakeholders’ consultation meetings.</li> <li>• Selection of project beneficiaries and assessment of local farming/production practices.</li> <li>• Development of the project methodological framework.</li> <li>• Development of the project M&amp;E framework including design of survey instruments.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• At least one inception meeting per country is conducted.</li> <li>• Project methodological framework and M&amp;E framework document is available.</li> <li>• Guidelines for the project implementation are available.</li> </ul>       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project supervision and mission reports</li> <li>• Project M&amp;E</li> <li>• Government and local implementation partners reports</li> <li>• Interaction with project beneficiaries</li> </ul>                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Farmers’ commitment to participate in the project.</li> <li>• Availability of relevant information from project partners.</li> </ul>   |
| <b>Activities – Component 2</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacity building/training of project beneficiaries, project technical staff, policy-makers and extension officers.</li> <li>• Pre-testing and deployment of the NsWP methodology.</li> <li>• M&amp;E related activities.</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of project beneficiaries, extension officers, etc. trained</li> <li>• Baseline and final round of data and reports are available.</li> <li>• Project M&amp;E framework document and survey instruments are available</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project supervision and workshop reports</li> <li>• Project M&amp;E</li> <li>• Government and local implementation partners reports</li> <li>• Interaction with project beneficiaries</li> </ul>                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Farmers commitment to participate in the project</li> <li>• Availability of relevant information/data from project partners.</li> <li>• Existence of local expertise to support the implementation of the project.</li> </ul>                      |
| <b>Activities – Component 3</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Drafting of country reports, policy briefs and impact assessment report of the project</li> <li>• Dissemination workshops (national, regional and global).</li> <li>• Convening national policy dialogue.</li> <li>• Final workshop in each of the countries and one international workshop organized in IFAD HQ.</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Country reports, policy briefs and factsheets available</li> <li>• Number of local, regional and global workshops organized</li> <li>• Number of policy dialogue initiatives organized.</li> </ul>                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project M&amp;E</li> <li>• Project progress reports</li> <li>• Interaction with project beneficiaries during supervision missions</li> <li>• Interaction with local policy makers from the target areas</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Effective commitment and interest of national stakeholders and partners to collaborate.</li> <li>• Availability of funds for the implementation of the project activities.</li> <li>• Government willingness to support the initiative.</li> </ul> |